

**TERMES DE REFERENCE POUR LA PRODUCTION - REALISATION D’UN FILM DOCUMENTAIRE ET D’UNE ENQUETE DE PERCEPTION DES BENEFICIAIRES DIRECTS ET INDIRECTS DES RESULTATS DU PROJET RESTAURATION DE L’AUTORITÉ DE L’ETAT ET ACCÈS À LA JUSTICE DANS LES RÉGIONS DU NORD MALI**

 **Recrutement d’une agence /cabinet de Communication**

1. **CONTEXTE ET JUSTIFICATION**

Le Mali a été, dès le début de l’année 2012, le théâtre de l’une des plus graves crises depuis son accession à l’indépendance en 1960. En effet, le conflit armé ayant abouti à l’occupation des 2/3 du territoire national par des groupes rebelles et des terroristes et le coup de force militaire du 22 mars 2012 ont plongé le Mali dans une crise politique, institutionnelle et sécuritaire qui a profondément déstabilisé le pays dans tous les domaines (social, économique, militaire, culturel, diplomatique, etc.). Pour la première fois, l’intégrité territoriale du Mali a été menacée, remettant en cause la capacité interne du Mali à faire face aux innombrables défis, en premier lieu la garantie de sécurité physique des biens et des personnes. Toutefois, avec l’appui de la communauté internationale, un processus de sortie de crise a été enclenché. Le Mali émerge graduellement de cette situation post-crise.

***S’agissant de la situation en matière de gouvernance dans le Nord,*** le pays comptait huit régions administratives et 703 communes dont 666 rurales. Le Nord, constitué des régions de Gao, Kidal et Tombouctou, couvre deux tiers du pays et compte près de 10% de la population totale. La population du Nord est très jeune car près de 65% a moins de 25 ans et vit majoritairement en milieu rural (70%).

La crise politique et le conflit au Nord du pays, qui a menacé d’englober tout le pays voire la sous-région ouest africaine, ont eu un impact profond sur les capacités de gouvernance territoriale de ces régions, notamment à Tombouctou, Gao et Kidal. La région de Mopti (région carrefour entre le Nord et le Sud), qui n’est pas officiellement considérée comme région du Nord, mais partage une partie de ses problématiques, a été aussi affectée, même si c’est dans une moindre mesure[[1]](#footnote-1).

Au moment de l’occupation, des infrastructures socioéconomiques collectives et équipements administratifs avaient largement déjà souffert des saccages des djihadistes et alliés. L’évaluation des besoins de reconstruction dans les différents secteurs avait été estimée à 101,22 milliards (source : gouvernement du Mali) sur lesquels, l’Etat malien a déjà consenti en mai 2013 des efforts à hauteur de 1 milliard et 109 millions de Francs CFA pour acquérir un minimum d’équipement nécessaire au retour de l’Etat dans les localités affectées du Nord dans la perspective des élections présidentielles de juillet et août 2013.

Depuis le retour à l’accalmie, des efforts ont été entrepris par le gouvernement avec l’appui de la Communauté internationale, notamment l’Instrument de Stabilité de l’UE. Le retour de l’administration dans l’ensemble des localités n’est pas encore effectif et ce, malgré la mise en place par les autorités des mesures incitatives matérielles et financières.

Par ailleurs, les difficultés pour assurer un retour rapide et effectif de l’administration ne sont pas seulement logistiques et humains, il y a aussi de nombreuses questions politiques et institutionnelles qui restent à régler pour assurer la pérennité de ce retour. Le Ministère chargé de la Réconciliation Nationale a aussi mis en place, à cet effet, une commission qui réfléchit aux conditions du retour de l’administration aux plans politique et institutionnel.

La crise et la guerre de 2012-début 2013 ont fait partir les agents des structures déconcentrées de l’Etat et détruit la quasi-totalité des symboles de l’Etat dans les zones en conflit, notamment à Tombouctou, Gao et Kidal, ainsi qu’une partie des régions de Ségou et Mopti. A leur libération, ces localités n’étaient quasiment qu’un champ de ruines ; sans aucune infrastructure publique capable d’offrir des services aux populations. L’administration judiciaire fut l’une des cibles privilégiées de l’acharnement des terroristes, avec un traumatisme aussi bien physique, psychologique que matériel. A l’instar des autres infrastructures administratives, les tribunaux, palais de justice et les maisons d’arrêt, déjà en situation inconfortable même en temps normal, ont été fortement saccagés.

L’administration tarde à se remettre en place à cause du manque d’infrastructures, mais aussi et surtout de l’absence des forces de sécurité au niveau notamment des sous-préfectures des zones reculées.

Les besoins à couvrir pour accompagner ce retour dans de bonnes conditions dépassent largement les capacités actuelles du gouvernement qui sort d’une grave crise. Des efforts supplémentaires, à l’évidence sont nécessaires et doivent être déclinés en actions concrètes pour une reprise effective des principales fonctions étatiques en vue d’une réelle restauration de l’autorité de l’Etat. C’est à ce titre, que le PNUD à l’instar d’autres partenaires au développement (Union européenne, Banque Mondiale) a été sollicité par les autorités maliennes pour apporter sa contribution dans la résorption du gap constaté. Depuis, le gouvernement a mis en place un programme de développement accéléré des régions du nord Mali dont le présent projet constitue une partie prenante.

L’objectif principal de ce projet est de favoriser la reprise des fonctions essentielles de l’Etat à travers l’appui au redéploiement des services de l’administration classique déconcentrée et décentralisée, ainsi que des services de justice (magistrature) et Forces de sécurité dans les régions de Tombouctou, Gao, Kidal et une partie des régions de Ségou et Mopti. Il s’agissait également de rétablir la confiance entre l’administration et la population à travers le soutien des AGR aux associations de personnes vulnérables

Pour rappel, sur un budget prévisionnel d’USD 17.77 Millions, le projet a ainsi bénéficié de l’appui financier des partenaires suivants :

* Royaume des Pays Bas dans le domaine de la justice pour USD 4.7 Millions,
* Royaume de la Norvège comme contribution à toutes activités du projet pour environ 6 Millions USD
* La MINUSMA à travers le TRUST FUND pour USD 1.72 Million,
* Le PNUD pour USD 1.2 Million

Il reste encore un Gap d’environ USD 5 Millions à mobiliser.

Plus spécifiquement, il s’agit de :

* Appuyer la réalisation des travaux de petites réhabilitations et équipements de bureaux et résidences (120) et de maisons d’arrêt (15) ;
* Améliorer les conditions de travail des agents à travers la mise à disposition de 200 kits de matériel informatique et bureautique et de mallettes de documents et textes usuels fondamentaux ;
* Renforcer les capacités des représentants de l’Etat, ainsi que des agents de police et de sécurité (500) sur des thématiques en rapport avec l’éthique, la redevabilité, les droits de l’homme, le genre, etc.
* Entreprendre des initiatives d’information, d’Education et de Communication sur le rôle de chacun des acteurs dans la gestion des affaires publiques et le vire ensemble ;
* Appuyer la réalisation de 50 micro-projets à impact rapide en vue d’améliorer les relations de collaboration et de restaure la confiance entre les services publiques et les citoyens en leur assurant un minimum d’activités génératrices de revenus de subsistance. A ce stade, une dizaine d’association de

Pour rappel, sur un budget prévisionnel d’USD 17.77 Millions, le projet a ainsi bénéficié de l’appui financier des partenaires suivants :

* Royaume des Pays Bas dans le domaine de la justice pour USD 4.7 Millions,
* Royaume de la Norvège comme contribution à toutes activités du projet pour environ 6 Millions USD
* La MINUSMA à travers le TRUST FUND pour USD 1.72 Million,
* Le PNUD pour USD 1.2 Million

Il reste encore un Gap d’environ USD 5 Millions à mobiliser.

Pour rappel, plus de 120 infrastructures ont été réhabilitées, construites et ou équipées dont des palais de justice, logements de juge, maisons d’arrêt et de correction, gouvernorats, mairies, préfectures et sous-préfectures dans les régions de Tombouctou, Gao, Ménaka et Mopti, l’équipement de maisons d’arrêt, la formation des acteurs de la justice. 9 associations de femmes vulnérables, chef de ménage (4 à Tombouctou et 5 à Mopti) ont été appuyées pour la relance de leurs activités d’artisanat, de petite industrie ou de transformation agroalimentaire.

Il a permis entre autres la réhabilitation/ construction et équipement de

Le projet restauration de l’autorité de l’Etat est mis en œuvre en étroite collaboration avec le ministère malien de la Justice et des droits de l’Homme[[2]](#footnote-2), le ministère de la Sécurité et de la Protection civile, le ministère de l’Administration territoriale et de la Décentralisation, et privilégie la coopération avec les entreprises et la main d’œuvre locales dans le but de revitaliser l’économie locale.

Le projet appuie également les associations de femmes et de personnes vulnérables afin d’assurer la résilience de ces populations à travers le redémarrage des activités de transformation agroalimentaire, de petite industrie et d’artisanat. Une dizaine de ces associations ont bénéficié de l’appui du projet à Tombouctou et à Mopti.

En vue de capitaliser les résultats du projet, une mission de réalisation d’un film documentaire et d’une enquête de perception des bénéficiaires directs et indirects est initiée. Elle viendra compléter l’évaluation indépendante faite sur le projet en 2017.

**II - Objectif de la Mission**

* L’objectif principal est d’élaborer un film documentaire de 13 minutes relatant les résultats du projet dans les différentes zones d’intervention et de mener une enquête afin d’apprécier la perception des bénéficiaires directs et indirects sur les retombées et effets du projet.

L’enquête envisagée par le PNUD vise les résultats spécifiques attendus suivants :

* les outils de collecte et d’exploitation des données (questionnaires de collecte, guides de remplissage, masques de saisie) sont élaborés;
* la conduite de l’enquête (suivi des opérations de collecte, vérification et contrôle, etc.) est assurée ;
* le traitement des données (saisie, contrôle cohérence) est assuré ;
* les indicateurs quantitatifs et qualitatifs pour mesurer le niveau de satisfaction des bénéficiaires directs et indirects et aussi pour évaluer la pertinence de la poursuite du projet sont renseignés;
* les recommandations portant sur les réorientations possibles du projet et aussi pour la prise en compte des besoins complémentaires exprimés par les bénéficiaires sont formulées ;

Le travail d’enquête et du film permettront aux ministères de la justice, garde des sceaux, de la sécurité et de la protection civile, de l’administration du territoire et des collectivités, au PNUD et aux autres Partenaires Techniques et Financiers d’avoir une appréciation objective et exhaustive des effets des principaux résultats atteints dans un contexte de crise pour le projet. Les zones d’intervention du projet sont les régions de Mopti (tous les cercles), Ségou (Macina et Niono), Tombouctou (tous les cercles), Gao (Gao, Ansongo, Bourem) et Ménaka (Ville de Ménaka) dans les domaines des infrastructures, des équipements, de la formation et de l’appui aux associations de personnes vulnérables spécifiquement.

**III- Mandat de l’agence/cabinet**

Sur le film :

* Il est chargé de produire - réaliser et de diffuser un film documentaire de 13 minutes sur les réalisations du projet et présenter un rapport d’enquête sur les perceptions des bénéficiaires dans les zones concernées.

**Réalisation de la vidéo**

L’agence/cabinet devra procéder à :

* Réunion de briefing sur la compréhension et les enjeux de la mission
* l’exploitation des vidéos documentaires disponible et la banque d’images
* la Conception du synopsis et du storyboard du film, la proposition d’un script du film documentaire de 13 mn ;
* la validation d’un scenario,
* la réalisation des prises de vue,
* des interviews notamment de bénéficiaires directs et indirects,

Le documentaire sera produit en français. Deux versions condensées en français et en anglais d’une durée de 6mn seront également réalisées.

**IV – Format des produits à livrer**

Au terme de la mission, il est attendu de l’agence :

* Un film documentaire monté de 13 minutes **en français avec un sous titrage en anglais** sur le projet.
* Cette version sera appréciée –sur un délai de 5 jours par le PNUD. Les commentaires devront être pris en compte par le producteur pour finaliser le film,
* 1 film documentaire finalisé en 2 exemplaires de CD et sur clé USB au PNUD
* Les pochettes du CD du film doivent être illustrées suivant le format à définir par la supervision : Titre et logo du film
* Deux versions en français et en anglais d’une durée de 6mn seront également réalisées.
* Les rushes du film sont la propriété du PNUD

**V - Méthode et supervision**

L’agence/cabinet travaille sous la supervision du chargé de communication du PNUD en charge du dossier en vue d’une synergie dans la dynamique de communication notamment institutionnelle et de capitalisation.

**VI- Durée de la mission- Planning**

La durée de la mission est de 30 jours. Elle se déroulera dans les localités suivantes :

Région de Mopti : **villes de** **Youwarou, Mopti, Goundaka (Bandiagara), Koro, Bankass.**

Région de Tombouctou : **villes de** **Tombouctou, Gourma Rharous, Goundam, Dire**

Région de Gao : **villes de** **Gounzoureye, Gao, Ansongo,**

Région de Ménaka : **ville de** **Ménaka.**

**District de Bamako**

Les couts de transport seront inclus dans l’offre financière du cabinet.

 La version provisoire du film devrait être déposée au plus tard 40 jours après la signature du contrat et   La version finalisée au plus tard 14 jours après la version provisoire.

**VII- Profil de l’agence en production réalisation de film ou du cabinet**

Pour la production et la réalisation des films :

L’agence/cabinet de communication

Doit disposer : d’une équipe d’audiovisuelle composée de spécialistes audiovisuels et en écriture.

L’expérience dans la conception de produits semblables à ceux demandés ou attendus notamment de film à projeter au niveau international - dans le cadre de cette mission serait un plus. Un réalisateur expérimenté en production et réalisation de ce genre de documents et deux autres techniciens au moins.

 L’expérience avec le Système des Nations Unies ou les PTF ou les ONG internationales serait un plus.

**Méthode de sélection du consultant ou de l’agence /cabinet**

* Offre technique détaillant la méthodologie et les ressources humaines et matérielles à mobiliser comprenant également une vidéo déjà réalisée par le prestataire (obligatoire) ; Offre financière prenant en compte toutes les charges : déplacements, honoraires,

**CONDUITE DE L’ENQUETE**

L’objectif de l’enquête est d’apprécier la perception des bénéficiaires directs et indirects sur les retombées et effets du projet. Ladite enquête aura pour cibles les bénéficiaires directs et indirects du projet.

**Sur le rapport d’enquête :**

L’enquête couvrira les différentes composantes du projet (réhabilitation/construction des infrastructures, équipements, formation et appui aux personnes vulnérables), et portera spécifiquement sur la vérification de l’atteinte des résultats (produits, effets et impacts) attendus pour chaque composante

L’enquête envisagée par le PNUD vise les résultats spécifiques attendus suivants :

* les outils de collecte et d’exploitation des données (questionnaires de collecte, guides de remplissage, masques de saisie) sont élaborés;
* la conduite de l’enquête (suivi des opérations de collecte, vérification et contrôle, etc.) est assurée ;
* le traitement des données (saisie, contrôle cohérence) est assuré ;
* les indicateurs quantitatifs et qualitatifs pour mesurer le niveau de satisfaction des bénéficiaires directs et indirects et aussi pour évaluer la pertinence de la poursuite du projet sont renseignés;
* les recommandations portant sur les réorientations possibles du projet et aussi pour la prise en compte des besoins complémentaires exprimés par les bénéficiaires sont formulées ;

Le travail de la mission d’enquête permettra aux ministères de la justice, de la sécurité, de l’administration territoriale et aux collectivités, au PNUD et aux autres Partenaires Techniques et Financiers d’avoir une appréciation objective et exhaustive des effets des principaux résultats atteints dans un contexte de crise pour le projet. Les zones d’intervention sont les régions de Mopti (tous les cercles), Tombouctou (tous les cercles), Gao (Gao, Ansongo, Bourem) et Ménaka (Ville de Ménaka) dans les domaines des infrastructures, des équipements, de la formation et de l’appui aux associations de personnes vulnérables spécifiquement à Tombouctou et à Mopti.

1. **LIVRABLES ATTENDUS DE L’ENQUETE**

L’enquête couvrira les différentes composantes du projet, et portera spécifiquement sur la vérification de l’atteinte des résultats (produits, effets et impacts) attendus pour chaque composante.

Sur cette base, les produits attendus de l’enquête seront soumis aux étapes suivantes :

* **Rapport de démarrage,** incluant entre autre le chronogramme et les outils de collecte des données (guide d’enquête, les questionnaires et les outils) **une semaine après le début de la prestation,**
* **Réunion de restitution**(PNUD, PTF, comité de pilotage) ;

L’objectif de cette rencontre est de partager les premières orientations des effets du projet et de la perception des bénéficiaires afin de corriger au besoin les résultats attendus de l’enquête suivant les besoins de chaque partie prenante.

* **Validation du rapport provisoire :**un rapport provisoire sera soumis au commanditaire et prendra en compte les recommandations de la réunion de restitution ;
* **Dépôts du rapport final d’enquête :** la version finale du rapport, en format électronique et en quatre (4) copies hard sera transmise au PNUD avec les différentes recommandations établies selon l’ordre de priorité et une indication sur leur éventuelle mise en œuvre dans le cadre de projet similaire. Il comportera obligatoirement un résumé, une analyse des conclusions et des recommandations ainsi qu’une section sur la méthodologie. L’annexe du rapport final comportera : les termes de référence de l’enquête et la liste des personnes et structures rencontrées.

 **FORMAT DES LIVRABLES ATTENDUS**

**Un rapport en version électronique et dure, comprenant :**

* **Un résumé de l’enquête générale ;**
* **Un résumé par bailleur (Pays Bas et Norvège),**
* **Un rapport global avec des recommandations donnant une réorientation nécessaire pour un tel projet.**
1. **METHODOLOGIE, APPROCHE ET DUREE**

Les opérations de collecte sur le terrain, l’exploitation des données et la production du Rapport final se dérouleront sur une durée d’un (01) mois à partir d’une analyse documentaire, des entretiens et des prises de vidéos

Aux fins d’analyse, les documents suivants seront mis à la disposition de la mission :

* Les documents essentiels de politique générale du Gouvernement en matière de restauration de l’autorité de l’état ;
* Documents de projets ;
* Rapport d’évaluation indépendante du projet ;
* Rapports et documents produits par les consultants ;
* Documents produits par l’Unité de Gestion (rapports annuels, d'activités et de mission sur le terrain);
* Procès-verbaux des réunions du Comité de pilotage ;
* Procès-verbaux des réunions ;
* CPD, UNDAF+
* Rapport annuels PNUD
* Rapport d’évaluation du PNUD,
* Répertoire des prestataires de biens et services du projet (Entreprises, cabinets d’études et de contrôle de travaux, fournisseurs, consultants, etc.),
* Liste des besoins en infrastructures des régions.

Pour les entretiens, la mission doit soumettre des questionnaires comme précédemment mentionné. Ces outils seront accompagnés d’une proposition de liste d’informateurs potentiels.

**VI- Durée de la mission- Planning**

La durée de la mission est de 30 jours. Elle se déroulera dans les localités suivantes :

Région de Mopti : **villes de** **Youwarou, Mopti, Goundaka, Koro, Bankass.**

Région de Tombouctou : **villes de** **Tombouctou, Gourma Rharous, Goundam, Dire**

Région de Gao : **villes de** **Gounzoureye, Gao, Ansongo,**

Région de Ménaka : **Ville de** **Ménaka.**

**District de Bamako : école nationale de police[[3]](#footnote-3), maison centrale d’arrêt et la brigade des stupéfiants**

Les couts de transport seront inclus dans l’offre financière du cabinet.

**Composition de l’équipe d’évaluation et compétences requises**

Pour les besoins de la mission, l’équipe sera composée de :

* Un (1) statisticien,
* Un (01) informaticien,
* Un (01) Sociologue,
* Personnels d’appui (enquêteurs)

**Compétences requises**

Pour le statisticien :

* au moins le niveau bac+ 4 en statistique ou économétrie ;
* avoir une expérience d’au moins 10 ans en matière de conception des outils de collecte, une expérience confirmée dans la conduite des enquêtes, le traitement des données d’enquête, la rédaction de rapports d’analyse d’enquête ;
* une bonne connaissance du système statistique national du Mali ;
* avoir une bonne connaissance des politiques de développement du Mali et avoir travail sur des données socioéconomiques y compris sur la gouvernance ;
* être en mesure de travailler en équipe.

Pour l’informaticien :

* au moins le niveau bac+ 4 en informatique ;
* au moins dix (10) années d’expérience dans les travaux similaires ;
* de bonnes connaissances en matière de création et de gestion de base de données ;
* avoir une bonne connaissance du traitement des données socioéconomiques ;
* être en mesure de travailler en équipe.

Pour le sociologue :

* être diplômé des sciences sociales avec au moins le niveau bac+ 4 ;
* au moins dix (10) années d’expérience dans le suivi, évaluation/coordination des projets portant sur l’accès aux services de l’Etat ou autres domaines similaires ;
* de bonnes connaissances en matière d’évaluation d’impacts de programmes/ projets sur les communautés ;
* disposer d’expériences pratiques dans la réalisation d’enquêtes quantitatives et/qualitatives auprès des communautés ;
* être en mesure de travailler en équipe.

Annexe interventions Projet :

|  |
| --- |
| **PROJET DE RESTAURATION DE L'AUTORITE DE L'ETAT ET D'ACCES A LA JUSTICE AU NORD DU MALI (PROJET 00088627)** |
|  | REHABILITATION/CONSTRUCTION/EQUIPEMENTS |  |  |
| **N°** | **Région** | **Cercles/Ville** | **Ouvrages** | **Type de Travaux** | **Financement** |
| **1** | **Mopti** | **Mopti** | **Bureau Tribunal, logements du juge, BAJJ** | **REHABILITATION ET CONSTRUCTION** | **Pays Bas** |
|  | **Mopti** | **Mopti** | **Résidence du gouverneur** | **Réhabilitation** | **Norvège** |
| **2** | **Mopti** | **Mopti** | **Commissariat de police** |  **CONSTRUCTION mur de clôture** | **Norvège** |
| **3** | **Mopti** | **SEVARE** | **Bureau Cour d'Appel, (02) logements du juge, BAJJ** | **REHABILITATION ET CONSTRUCTION** | **Pays Bas** |
| **4** | **Mopti** | **Djenne** | **Tribunal, logement du juge,**  | **REHABILITATION ET CONSTRUCTION** | **Pays Bas** |
| **5** | **Mopti** | **Djenne** |  **BAJJ** | **REHABILITATION ET CONSTRUCTION** | **Pays Bas** |
| **6** | **Mopti** | **Djenne** | **Bureaux Préfet et Logements Préfet** | **REHABILITATION ET CONSTRUCTION** | **Norvège** |
| **7** | **Mopti** | **Youwarou** | **Tribunal, logement du juge, BAJJ** | **REHABILITATION ET CONSTRUCTION** | **Pays Bas** |
| **8** | **Mopti** | **Youwarou** | **Camp de garde logements)** | **CONSTRUCTION** | **Norvège** |
| **9** | **Mopti** | **Youwarou** | **Mairie** | **CONSTRUCTION** | **Norvège** |
| **10** | **Mopti** | **Tenenkou** | **Tribunal, logement du juge, BAJJ** | **REHABILITATION ET CONSTRUCTION** | **Pays Bas** |
| **11** | **Mopti** | **Tenenkou** |  **BUREAUX PREFECTURE ET SOUS PREFECTURE CENTRAL**  | **REHABILITATION ET CONSTRUCTION** | **Norvège** |
| **12** | **Mopti** | **Bandiagara** | **Tribunal, 3 logements du juge,**  | **REHABILITATION ET CONSTRUCTION** | **Norvège** |
| **13** | **Mopti** | **Bandiagara** |  **BAJJ** |  **CONSTRUCTION** | **Pays Bas** |
| **14** | **Mopti** | **Bandiagara/GOUNDAKA (à 18 Km de Sevaré)** | **Bureau et logement sous-préfet**  | **REHABILITATION ET CONSTRUCTION** | **Pays Bas** |
| **15** | **Mopti** | **Bandiagara/GOUNDAKA (à 18 Km de Sevaré)** | **Mairie** | **REHABILITATION ET CONSTRUCTION** | **Pays Bas** |
| **16** | **Mopti** | **Bankass** | **Tribunal, logement du juge,**  | **REHABILITATION ET CONSTRUCTION** | **Norvège** |
| **17** | **Mopti** | **Bankass** | **BAJJ** |  **CONSTRUCTION** | **Pays Bas** |
| **18** | **Mopti** | **Bankass** | **BUREAU Cercle, logements Préfet et préfet adjoint, sous-préfet central** | **REHABILITATION** | **Norvège** |
| **19** | **Mopti** | **Bankass** | **BUREAUX Gendarmerie et Camp de Garde,** | **REHABILITATION** | **Norvège** |
| **20** | **Mopti** | **Koro** | **Tribunal, logement du juge,**  | **REHABILITATION ET CONSTRUCTION** | **Norvège** |
| **21** | **Mopti** | **Koro** |  **BAJJ** |  **CONSTRUCTION** | **Pays Bas** |
| **22** | **Mopti** | **Koro** | **Camp de garde (Bureau)** | **REHABILITATION ET CONSTRUCTION** | **Norvège** |
| **23** | **Mopti** | **Koro** | **BUREAUX et logements Préfet, préfet adjoint, sous-préfet central** | **REHABILITATION ET CONSTRUCTION** | **Norvège** |
| **24** | **Mopti** | **Douentza** | **Tribunal, logement du juge, BAJJ** | **REHABILITATION ET CONSTRUCTION** | **Pays Bas** |
| **25** | **Mopti** | **Douentza** | **Logement préfet** | **REHABILITATION ET CONSTRUCTION** | **Norvège** |
| **26** | **Tombouctou** | **Tombouctou** | **Bureau Tribunal,**  | **REHABILITATION**  | **PNUD** |
| **27** | **Tombouctou** | **Tombouctou** | **Bureau Tribunal, logements de juge, BAJJ** | **REHABILITATION ET CONSTRUCTION** | **Pays Bas** |
| **28** | **Tombouctou** | **Tombouctou** | **Résidence Gouverneur, Directeur de cabinet, Conseiller Economique,** | **REHABILITATION ET CONSTRUCTION** | **Norvège** |
| **29** | **Tombouctou** | **Tombouctou** | **Maison d'arrêt et de correction** | **REHABILITATION ET CONSTRUCTION** | **Norvège** |
| **30** | **Tombouctou** | **Niafounké** |  **logements du juge, BAJJ** | **REHABILITATION ET CONSTRUCTION** | **Pays Bas** |
| **31** | **Tombouctou** | **Niafounké** | **Tribunal, logements du juge,**  | **REHABILITATION ET CONSTRUCTION** | **PNUD** |
| **32** | **Tombouctou** | **Niafounké** | **Bureau préfet et sous central**  | **REHABILITATION ET CONSTRUCTION** | **PNUD** |
| **33** | **Tombouctou** | **Niafounké** | **logements préfet, adjoint préfet et sous central**  | **REHABILITATION ET CONSTRUCTION** | **Norvège** |
| **34** | **Tombouctou** | **Niafounké** | **Bureau du conseil de cercle** | **CONSTRUCTION** | **Norvège** |
| **35** | **Tombouctou** | **Niafounké** | **Pied à terre,**  | **CONSTRUCTION** | **Norvège** |
| **36** | **Tombouctou** | **Diré** | **Tribunal, logement du juge, BAJJ** | **REHABILITATION ET CONSTRUCTION** | **Pays Bas** |
| **37** | **Tombouctou** | **Diré** | **Bureaux Préfet et sous-préfet (salle de conférence)** | **REHABILITATION ET CONSTRUCTION** | **Norvège** |
| **38** | **Tombouctou** | **Diré** | **Mairie** |  **CONSTRUCTION** | **Norvège** |
| **39** | **Tombouctou** | **Goundam** | **Tribunal, logement du juge, BAJJ** | **REHABILITATION ET CONSTRUCTION** | **Pays Bas** |
| **40** | **Tombouctou** | **Goundam** | **Mairie** | **CONSTRUCTION** | **Norvège** |
| **41** | **Tombouctou** | **Goundam** | **Logement préfet** | **REHABILITATION**  | **Norvège** |
| **42** | **Tombouctou** | **Goundam** | **Conseil de cercle**  | **CONSTRUCTION** | **Norvège** |
| **43** | **Tombouctou** | **Gourma Rharous** | **Tribunal, logement du juge, BAJJ** | **REHABILITATION ET CONSTRUCTION** | **Pays Bas** |
| **44** | **Tombouctou** | **Gourma Rharous** | **Bureaux et logements préfet et sous-préfet central** | **REHABILITATION ET CONSTRUCTION** | **Norvège** |
| **45** | **Tombouctou** | **Gourma Rharous** | **Mairie** | **REHABILITATION**  | **Norvège** |
| **46** | **Tombouctou** | **Gourma Rharous** | **Maison d'arrêt et de correction** | **CONSTRUCTION** | **TRUST FUND** |
| **47** | **Tombouctou** | **Gourma Rharous** | **Camp de garde** | **CONSTRUCTION** | **Norvège** |
| **48** | **Gao** | **Ansongo** | **Tribunal, logement du juge, BAJJ** | **REHABILITATION ET CONSTRUCTION** | **Pays Bas** |
| **49** | **Gao** | **Ansongo** | **Commissariat de police** | **reconstruction** | **Norvège** |
| **50** | **Gao** | **Ansongo** | **Maison d'arrêt** | **Reconstruction** | **TRUST FUND** |
| **51** | **Ménaka** | **Ménaka** | **Tribunal, logement du juge, BAJJ** | **REHABILITATION ET CONSTRUCTION** | **Pays Bas** |
| **52** | **Ménaka** | **Ménaka** | **Conseil de cercle**  | **REHABILITATION ET CONSTRUCTION** | **Norvège** |
| **53** | **Ménaka** | **Ménaka** | **Mairie** | **REHABILITATION ET CONSTRUCTION** | **Norvège** |
| **54** | **Ménaka** | **Ménaka** | **Maison d'arrêt et de correction** | **REHABILITATION ET CONSTRUCTION** | **TRUST FUND** |
| **55** | **Gao** | **Gao** | **Logements de juges** | **CONSTRUCTION** | **Pays Bas** |
| **56** | **Gao** | **Gao** | **Mairie** | **REHABILITATION**  | **Norvège** |
| **57** | **Gao** | **Gao/Gounzoureye à 15 Km de Gao** | **Mairie** | **REHABILITATION ET CONSTRUCTION** | **Norvège** |
| **58** | **Gao** | **Gao** | **Bureaux et logement préfet** | **REHABILITATION ET CONSTRUCTION** | **Norvège** |
| **59** | **Gao** | **Gao** | **Conseil de cercle**  | **CONSTRUCTION** | **Norvège** |
| **60** | **Gao** | **Gao** | **Maison d'arrêt et de correction (Cellules et Bureau)** | **CONSTRUCTION** | **TRUST FUND** |
| **61** | **Gao** | **Bourem** | **Tribunal, logement du juge, BAJJ** | **REHABILITATION ET CONSTRUCTION** | **Pays Bas** |
| **62** | **Bamako** | **Bamako** | **Brigade des stupéfiants** | **REHABILITATION ET CONSTRUCTION** | **PNUD** |
|  | **Bamako** | **Bamako** | **Maison centrale d’arrêt** | **REHABILITATION ET CONSTRUCTION** | **Trust Funds** |
|  | **Bamako** | **Bamako** | **Brigade des stupéfiants** | **REHABILITATION ET CONSTRUCTION** | **PNUD** |
| **63** | **Kidal** | **Kidal** | **Bureaux préfet et sous-préfet, Logements préfet, adjoint préfet et sous-préfet** | **Réhabilitation SUSPENDUE** | **PNUD** |
| **64** | **Kidal** | **Kidal** | **Etudes techniques Tribunal, logement juge et MAC** | **REHABILITATION ET CONSTRUCTION** | **TRUST FUNDS** |
| **65** | **Ségou** | **Macina et Niono** | **bureaux et logements : préfets, sous-préfets,**  | **Réhabilitation/construction** | **Norvège** |
|  | **Taoudenit** | **Tous les cercles** | **Besoins exprimés** |  |  |
|  | BAJJ: bureau d'assistance juridique et judiciaire construit dans la cour de chaque palais de justice par le PNUD et animé par l'ONG DEMESO sous financement du royaume des Pays Bas |  |  |

LISTE DES ASSOCIATIONS APPUYEES PAR LE PROJET

|  |
| --- |
| **Structures De Mopti et environs** |
|
| **Coopérative SUPER FAIDA** |
| **YERE GNA TON** |
| **Coopérative de Korienzé** |
| **SABABOUMANDOGO** |
| **Union Malienne des aveugles** |
|  |
| **Structures associatives de Tombouctou et environs** |
|  |
| **Fournisseuses de pain Takoula** |
| **ANNOUR** |
| **ATTAMA** |
| **CHAT-MAH** |

PROJET : **Titre du Project :** Appui au renforcement des capacités opérationnelles de l’Ecole Nationale de Police de Bamako (ENP)

**Impact du projet**: Renforcement du maintien de l’ordre public / Etat de Droit

**Résultat attendus :** Les infrastructures de l’Ecole sont réhabilitées et répondent mieux à sa vocation de formation

**Indicateur de résultat** : Nombre d’infrastructures réhabilitées et fonctionnelles

Nombre d’agents de police formés

**Date de démarrage** : Décembre 2015

**Date de fin** : Novembre 2017 (12 mois)

**Intervention sector and sub-sector**: Réforme du Secteur de la Sécurité

**Agence d’Exécution**: UNDP

**Budget Total du Projet**: US$ 4 225 000

**Financement :** Gouvernement et Peuple du Japon à travers la JICA et PNUD (168.000 USD)

**Principales activités** **réalisées**: réhabilitation des infrastructures, équipements et formation.

**Résultats d’activité atteints** :

* réhabilitation/reconstruction de 54 bâtiments administratifs, pédagogiques, sociaux.
* 24 thématiques de formation dispensées à 1296 agents de sécurité (police, douane, garde nationale, eaux et foret, gendarmerie),
* plus de 7000 équipements divers livrés (véhicules, motos, équipements de maintien d’ordre, équipements médicaux, mobiliers de bureau, kits informatiques, matériels de cuisine, etc.)

**Critères de sélection :**

**Offre technique :**

**Film :**

**Personnel**: Équipe d’audiovisuelle composée de spécialistes audiovisuels et en écriture, réalisateur expérimenté en production et réalisation, deux techniciens minimum ; **20 points**

**Expérience cabinet** : conception de produits semblables à ceux demandés ou attendus notamment de film à projeter au niveau international, expérience avec le Système des Nations Unies ou les PTF ou les ONG internationales serait un plus. **40 points**

**Méthodologie détaillée** **d’intervention:** **10 points**

**Enquête :**

**Personnel** : Un (1) statisticien sur **25 points**, Un (01) informaticien sur **10 points**, Un (01) Sociologue sur **25 points**, Personnels d’appui (enquêteurs) sur **10 points**;

**Evaluation technique : seules les offres techniques ayant une moyenne supérieure ou égale à 70%, (soit (Film + Enquête)/2) sera retenue pour l’évaluation finale.**

**Offre financière :**

L’offre financière compte pour 30 points.

L’offre globale (technique et financière) compte pour 100 points.

**Cadre du devis quantitatif estimatif :**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Désignation** | **Quantité** | **Prix Unitaire** | **Quantité** | **Montant** |
| Frais Personnel pour film\* | Unité |  | 1 |  |
| Frais Personnel pour enquête\* | Unité |  | 1 |  |
| Déplacements\*\* | Unité |  | 1 |  |
| Montage film | FF |  | 1 |  |
| Rédaction/production de rapports | FF |  | 1 |  |
| Divers/Imprévus | FF |  | 1 |  |
| **Total** |  |  |  |  |

\* : le détail des prix unitaires mensuel ou journalier selon les cas de chaque spécialiste doit être fourni dans un tableau différent.

\*\* : le nombre de véhicules, le prix de billet d’avion si applicable, le nombre de jours et le prix unitaire journalier doivent être fournis.

\*\*\* : préciser le détail unitaire de chaque prix composant cette rubrique

1. La ville de Mopti, par exemple, n’est jamais tombée aux mains des groupes armés mais la ville de Kona, dans la même région, l’a été. [↑](#footnote-ref-1)
2. Actuellement dénommé ministère de la Justice, Garde des Sceaux [↑](#footnote-ref-2)
3. Voir en annexe les données [↑](#footnote-ref-3)